

fruit d'une volonté politique considérable de la part des nombreux pays qui se montraient hésitant et craignaient les effets que pouvaient avoir les changements proposés sur les programmes les plus importants à leurs yeux.

D'autres grands efforts en vue d'une réforme structurelle au sein de la famille élargie des Nations Unies ont été entrepris récemment dans le cadre de l'ECOSOC. Le Canada espère que cet examen approfondi de la structure onusienne permettra de renforcer le système dans son ensemble.

Le Canada a mené l'an dernier les efforts de réforme, en partie parce qu'il estime que nous avons nettement besoin d'un système multilatéral fort et qui fonctionne, et en partie parce qu'il désire réellement voir les Nations Unies remplir leur mandat sur les plans politique, économique et social.

Bien que ce que l'on a appelé la crise du multilatéralisme ne soit pas encore réglée, nous avons vu en oeuvre la volonté politique nécessaire pour la surmonter. Seuls les plus pessimistes peuvent aujourd'hui prétendre que les Nations Unies et leurs membres sont incapables de réagir aux critiques et de relever le défi que présente une crise.

L'accent est désormais placé sur la mise en oeuvre des réformes. J'espère, M. Choudhury, que vous aurez à coeur de souligner l'importance de mettre en oeuvre les réformes lorsque vous passerez la présidence à votre successeur, le mois prochain.

Dans l'espoir d'accentuer encore davantage l'élan, si nécessaire, de la réforme, le Canada a récemment remis aux Nations Unies et à ses institutions spécialisées une série complexe et détaillée de propositions administratives et budgétaires. L'ensemble de ces propositions constitue un modèle de système administratif qui, s'il était adopté, permettrait aux institutions onusiennes de fonctionner de façon à la fois plus efficiente et plus efficace. Une détermination plus rationnelle des priorités et une plus grande transparence budgétaire permettraient de mieux contrôler l'exécution des programmes et de maximiser